

Montréal, le 21 septembre 2006

Par courriel :
equite.salariale@ces.gouv.qc.ca
et par la poste

Madame Rosette Côté, présidente
Commission de l'équité salariale
200, Chemin Ste-Foy, 4^e étage
Québec (Québec) G1R 6A1

Madame la Présidente,

Nos organisations ont bien reçu votre invitation à vous faire part de nos commentaires concernant la demande du gouvernement du Québec de se prévaloir de l'article 72 de la Loi sur l'équité salariale. Cette demande vise ainsi à prolonger la période normale d'étalement des rajustements salariaux qui découlent du programme d'équité salariale dans le secteur de la santé et des services sociaux et dans le secteur de l'éducation.

Compte tenu que la démonstration des contraintes financières du gouvernement du Québec se fait devant la Commission sans autre intervenant, vous comprendrez que cette consultation ne nous permet que des commentaires généraux sur ce qui nous est publiquement accessible et ne nous permet pas d'être pleinement entendus.

D'abord, il va sans dire que toute prolongation du délai pour procéder aux rajustements des salaires des femmes et des hommes qui travaillent dans des catégories à prédominance féminine et pour lesquelles des écarts salariaux discriminatoires ont été identifiés entraîne un préjudice pour ceux et celles qui occupent ces emplois, qui les ont occupés ou qui sont à la retraite. Il suffit de penser aux échelles salariales qui ne seraient pas pleinement ajustées puisque deux versements seraient à faire le 21 novembre 2007 et le 21 novembre 2008, à la valeur de la rétroactivité qui serait réduite d'environ quarante pourcent et aux intérêts sur ces montants dus pour s'en convaincre.

Soyez assurée que les organisations composant la partie syndicale du comité d'équité salariale du secteur parapublic n'ont pas exprimé leur accord avec la présente requête gouvernementale. D'ailleurs, le libellé même du deuxième affichage en vigueur depuis le 28 août dernier, en référant d'abord au cadre général de la loi quant aux modalités de versement des rajustements démontre bien que nos organisations n'ont fait que prendre acte de l'intention de l'employeur de se prévaloir éventuellement de l'article 72 de la loi.

En permettant aux employeurs de procéder aux rajustements salariaux sur une période de quatre ans, la Loi sur l'équité salariale leur offre déjà l'opportunité de remplir leurs obligations en atténuant l'effet financier de la correction de la discrimination qui autrement aurait dû s'effectuer en une seule fois le 21 novembre 2001. À cet égard, les dispositions de l'article 72 de la loi représentent une réelle mesure d'exception et elles doivent donc être appliquées de manière tout aussi exceptionnelle. Ainsi, la Commission ne devrait accéder à une telle demande que lorsque la nécessité de le faire est démontrée afin d'assurer la pérennité d'une entreprise pour que le droit à l'équité salariale ne mette pas en péril l'existence même des emplois.

La loi est claire. Il appartient à l'employeur de démontrer son incapacité de verser les rajustements salariaux et à la Commission de l'équité salariale d'en mesurer le bien-fondé. Cette incapacité financière de rendre pleinement justice aux femmes doit non seulement être clairement démontrée, mais aussi elle ne doit pas s'expliquer par des choix d'affaires qu'un employeur privilégierait au détriment du droit fondamental des femmes à la reconnaissance de la valeur de leur travail. Pour que la Commission de l'équité salariale donne droit à la demande gouvernementale, elle devra être convaincue que le paiement des rajustements salariaux qui découlent de notre programme d'équité salariale met vraiment en péril la situation financière du gouvernement du Québec et que celui-ci ne subordonne pas le droit des femmes à d'autres choix politiques.

Or, les informations que nous possédons sur les finances publiques de même que certaines déclarations gouvernementales récentes, ne nous permettent pas de conclure que le gouvernement du Québec, le plus grand employeur de main-d'œuvre féminine au Québec, est dans une situation financière telle qu'il n'est pas en mesure de rendre pleinement justice aux femmes. De plus, au lendemain de l'imposition d'un gel de leurs salaires de deux ans, les salarié-es du secteur public sont en droit de s'attendre à ce que le gouvernement ne les pénalise pas davantage en étant autorisé à retarder l'application des rajustements d'équité salariale qui sont dus à un grand nombre d'entre eux.

Comme nous ignorons de manière détaillée les éléments que le gouvernement fait valoir à l'appui de sa demande, il est très difficile de commenter davantage la légitimité de celle-ci. Nous vous demandons d'utiliser tous les pouvoirs que la loi vous accorde afin que votre décision soit rendue dans le respect du droit des femmes à l'équité salariale.

En terminant, permettez-nous de vous rappeler que les rajustements salariaux de notre programme d'équité salariale dans le secteur de l'éducation et dans le secteur de la santé et des services sociaux ne pourront trouver d'application tant et aussi longtemps que vous n'aurez pas rendu votre décision. Nous espérons donc que la Commission sera en mesure de rendre une décision rapidement.

Soyez assurée que nous demeurons à votre entière disposition.



Claudette Carbonneau, présidente
CSN



Henri Massé, président
FTQ



Lina Bonamie, présidente
FIIQ



Dominique Verreault, présidente
APTS



Réjean Beauchemin, président
FISA